

**Union européenne - Tunisie -
Sanctions - Communiqué de presse
du conseil de l'Union européenne**
(Bruxelles, 27 janvier 2017)

Le 27 janvier 2017, le conseil a prolongé jusqu'au 31 janvier 2018 le gel des avoirs de 48 personnes considérées comme responsables du détournement de fonds publics tunisiens et de personnes et entités qui leur sont associées.

Les sanctions ont été introduites initialement le 31 janvier 2011, contre l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali, sa femme et 46 autres personnes. Le conseil a jugé que le détournement de fonds publics prive le peuple tunisien des avantages du développement durable de son économie et de sa société et compromet l'évolution démocratique du pays. Ces mesures restrictives de gels des avoirs ont été reconduites chaque année depuis 2011.

La décision sera publiée au journal officiel de l'UE le 28 janvier 2017. Elle a été adoptée sans débat par le conseil des ministres réunis en formation «Affaires économique et financières» (ECOFIN)/.